

**AUTOROUTE A63**

**CREATION D'UN DEMI-ECHANGEUR RACCORDE  
SUR RD918 A ST JEAN DE LUZ  
(CHANTACO)**

**CONVENTION FINANCIERE  
POUR L'ETUDE D'OPPORTUNITE  
ET DE FAISABILITE TECHNIQUE**

**ENTRE :**

Le Syndicat des mobilités Pays Basque —Adour,

représenté par son Président, Monsieur Claude OLIVE, en vertu de la délibération du 15 décembre 2017,

désigné ci-après par le terme « le Syndicat des mobilités,

*d'une part,*

**ET :**

La société Autoroutes du Sud de la France (ASF), société anonyme au capital de 29.343.640,56 euros, inscrit au R.C.S de Nanterre sous le n° B 572 139 996 dont le siège social est à 12, rue Louis Blériot - CS30035 - 92506 Rueil-Malmaison, concessionnaire de l'Etat pour l'exploitation de l'autoroute A64,

représentée par Gilles CALAS,

désignée ci-après par le terme « ASF »,

*d'autre part,*

Ci-après dénommées conjointement « les Parties »

## **IL EST RAPPELÉ PRÉALABLEMENT QUE :**

- Par courrier en date du 24 février 2015, le Président de l'Agglomération Sud Pays Basque et maire de Saint-Jean-de-Luz, a sollicité les ASF pour la création de bretelles d'accès entre l'autoroute A63 et la RD918 en reprenant le principe des accès temporaires du chantier d'élargissement afin de fluidifier la traversée de l'agglomération luzienne.
- Par courrier en date du 4 mars 2015, les ASF ont rappelé la procédure en matière d'étude d'échangeur supplémentaire.
- Par courrier en date du 22 avril 2015, le Président du conseil départemental des Pyrénées Atlantiques a exprimé son intérêt pour ce type de connexion entre A63 et la vallée de la Nivelle.
- Par courrier du 29 février 2016, le Directeur des Infrastructures de Transport a demandé aux ASF de réaliser une étude d'opportunité d'un nouvel accès sans préjuger des suites qui seront données à ce dossier et sous réserve de la mise en place d'une convention de financement entre la collectivité et les ASF.
- Par arrêté préfectoral du 07 et 09 août 2017, publié le 22 août 2017, le Syndicat des mobilités Pays Basque-Adour est compétent pour participer à toutes études d'opportunité et de faisabilité technique de création d'infrastructure.

La présente convention constitue le résultat de ce rapprochement et est destinée à préciser les modalités de réalisation et de prise en charge de l'étude d'opportunité et de faisabilité de ce projet d'échangeur.

## **IL EST CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :**

- Les ASF seront Maître d'Ouvrage des études : dans ce cadre, ASF pourra faire appel à des prestataires externes de son choix pour la réalisation de ces études,
- le Syndicat des mobilités Pays Basque - Adour et les ASF financeront cette étude suivant la répartition en la matière.

### **ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION**

Dans le cadre de la Maîtrise d'ouvrage assurée par ASF, la présente convention a pour objet de définir la consistance et les conditions de financement de l'étude d'opportunité d'un demi-échangeur orienté au nord entre l'autoroute A63 et la route départementale RD918 en rive droite de la Nivelle dans les Pyrénées-Atlantiques sur la commune de Saint-Jean-de-Luz.

### **ARTICLE 2 – CONSISTANCE DE L'ETUDE**

Cette étude vise à étudier l'opportunité et la faisabilité technique d'un tel l'aménagement.

Elle aura pour but d'exposer :

- les enjeux d'aménagement du territoire, les perspectives de création d'emplois et de développement local,
- l'impact du projet sur l'environnement.

Elle devra :

- présenter les principaux avantages et inconvénients du projet au regard des autres solutions envisageables, en particulier au niveau du réseau routier local,
- démontrer que le nouvel aménagement ne compromet pas les fonctionnalités essentielles de l'infrastructure autoroutière existante, en particulier, l'écoulement des usagers en toute sécurité,

- comprendre une estimation du coût de réalisation, d'entretien et d'exploitation compte tenu du trafic escompté.

### **ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DES ASF**

Les ASF s'engagent à :

1. assurer le pilotage des études et des prestataires retenus pour la réalisation des missions précédemment citées,
2. participer à la concertation sur le projet avec les représentants des collectivités concernées,
3. assurer la gestion administrative et financière des missions d'études,
4. assurer la liaison avec les services de la Direction Générale des Infrastructures, des Transports et de la Mer (DGITM) du Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie en fournissant les éléments d'appréciation lors de points d'étape réguliers.

### **ARTICLE 4 – ENGAGEMENTS DU SYNDICAT DES MOBILITES**

Le Syndicat des mobilités s'engage à :

1. assurer la part de financement suivant la répartition définie ci-après à l'article 5,
2. à organiser un comité de suivi et un comité de pilotage de ses études. Le Syndicat aura pour mission générale de piloter ces deux instances.
3. désigner les représentants des collectivités concernées par l'étude,
4. fournir toute contribution antérieure ou en cours susceptible d'entrer dans le cadre de la réflexion objet de la présente convention.

### **ARTICLE 5 – FINANCEMENT**

Le Syndicat des mobilités versera une participation correspondant à 75 % du montant total des études. Cette participation financière est soumise à TVA, au taux en vigueur de 20 %.

Le budget des études à mener est le suivant :

- étude d'opportunité.....	140 000,00 € HT
Soit :	168 000,00 € TTC

La participation du Syndicat des mobilités est de 105 000,00 € HT, soit 126 000 € TTC ; celle des ASF 35 000 € HT, soit 42 000 € TTC.

Elle fera l'objet d'appels de fonds de la part d'ASF au fur et à mesure de l'avancement des études.

Les versements seront effectués sur appels de fonds :

- 25 % à la signature de la convention,
- 50 % à la fourniture de l'étude de trafic et d'environnement,
- le solde à l'envoi de l'étude d'opportunité à la DGITM.

### **ARTICLE 6 – DISPOSITIONS COMPLÉMENTAIRES**

*Prolongation des délais :*

Toute évolution dans la consistance des missions composant l'étude d'opportunité, objet de la présente convention fera l'objet d'un avenant et sera susceptible d'en prolonger les délais d'exécution.

### *Renonciation :*

En cas de renonciation à l'opération en cours de réalisation des études correspondantes, le Syndicat des mobilités avertira ASF sans délai et prendra à sa charge l'ensemble des frais engagés. Sera pris en compte l'ensemble des frais engagés à la date de réception par ASF de l'avis d'arrêt émis par la Collectivité.

### **ARTICLE 7 – MODALITE DE REGLEMENT**

Le Syndicat des mobilités, s'acquittera des sommes dues à ASF par virement au compte n° 30003 00200 00020902346 23 ouvert à la Société Générale à Avignon (84), en application de l'article 5.

Le paiement interviendra dans le délai de trente (30) jours à compter de la date de la demande de règlement adressée par ASF conformément aux règles de la comptabilité publique (décret n°2008-1550 du 31 décembre 2008 relatif au délai maximum de paiement dans les marchés publics).

### **ARTICLE 8 – DURÉE DE LA CONVENTION**

La convention prend effet à la date de signature des parties.

Elle prendra fin à la date de transmission de l'étude d'opportunité à Direction Générale des Infrastructures, des Transports et de la Mer (DGITM) du Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie.

La durée de l'étude est de 6 mois à compter de l'établissement des études de trafic.

### **ARTICLE 9 – LITIGES**

Les litiges qui pourraient survenir à l'occasion de l'interprétation ou de l'application de la présente convention seront de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de Pau.

Fait à Pessac

Le 18/01/2018



Gilles CALAS  
Pour ASF

Fait à Anglet

Le 22 JAN. 2018



Claude OLIVE  
Pour le Syndicat des mobilités,

**Gilles CALAS**  
Directeur de la Construction  
et de la Maintenance  
de l'Infrastructure



Acte certifié exécutoire

- Par publication ou notification le 23/01/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 23/01/2018